

Quand Alain Dubuc dénonce l'Alliance sociale...

Le moins que l'on puisse dire est que la création de l'Alliance sociale dérange de plus en plus les tenants de la droite au Québec. Après les hauts cris lancés par plusieurs pour dénoncer le droit des organisations syndicales d'intervenir dans le débat public, c'est au tour du chroniqueur de *La Presse*, Alain Dubuc, d'y aller de sa propre charge dans un texte intitulé *La sainte alliance*.

Selon Alain Dubuc l'Alliance sociale ne serait pas crédible, car elle regrouperait majoritairement des organisations syndicales. Elle ne serait qu'un paravent politique créé artificiellement pour défendre, une fois de plus, les seuls intérêts des travailleuses et des travailleurs du secteur public. Il omet sciemment de dire que l'Alliance sociale prône un nouveau modèle de développement économique durable qui s'articule autour d'une révolution non pas « tranquille » mais verte ! Il va jusqu'à remettre en question le droit des organisations syndicales d'intervenir dans le débat public, notamment lorsqu'il est question des choix budgétaires du gouvernement, sous prétexte qu'elles n'auraient pas la légitimité pour le faire.

Le discours de Dubuc n'est pas nouveau. C'est, en toutes lettres, le discours que tiennent les apôtres de la droite, depuis l'annonce de la création de l'Alliance sociale, pour tenter de la discréditer. Il est d'ailleurs paradoxal de les entendre accuser les organisations syndicales de créer des paravents politiques quand ils ferment les yeux sur la multiplication, depuis quelques années, de paravents de droite qui défendent les mêmes idées et derrière lesquels on retrouve souvent les mêmes personnes. Une minorité, bien loin de représenter la majorité, mais à qui nos médias accordent une importance disproportionnée dans leurs pages ou sur leurs ondes.

Et c'est là tout le machiavélisme des propos d'Alain Dubuc lorsqu'il reproche aux organisations syndicales et à l'Alliance sociale de s'opposer au « discours dominant » au Québec, laissant sous-entendre que c'est le discours de la majorité. Rien n'est plus faux. Le discours de la droite n'est dominant que dans les médias, et non pas auprès de la population.

Un chroniqueur en mal de démocratie

Le chroniqueur de *La Presse* est d'ailleurs bien mal placé pour laisser entendre que les leaders syndicaux ne défendent pas les idées de leurs membres. En portant une telle accusation, il démontre son ignorance du fonctionnement des organisations syndicales où les délégués syndicaux — des centaines de personnes représentant plus d'un million et demi de membres — se réunissent plusieurs fois par année dans leurs instances régulières pour déterminer les orientations de l'organisation et confier à leurs représentants les mandats à défendre sur la place publique. Aucun lobby de droite, à qui nos médias accordent tant d'importance, ne peut prétendre à un tel fonctionnement démocratique.

Et que dire d'Alain Dubuc qui nous fait part régulièrement de ce qui, selon lui, serait bon pour les Québécoises et les Québécois sans n'avoir jamais consulté ses lecteurs sur le sujet ? Comment peut-il prétendre écrire au nom de la majorité d'entre eux ?

Une population qui tient à ses services publics

Rien ne permet d'affirmer qu'une majorité de Québécoises et de Québécois endosse les idées de la droite québécoise prônant la privatisation des services publics, la réduction de l'État, la création d'un système de santé à deux vitesses, l'augmentation des droits de scolarité au niveau universitaire. Au contraire, tous les sondages confirment que la majorité de la population tient au maintien de services publics de qualité, accessibles et gratuits. Et ce, malgré la propagande médiatique qu'elle subit depuis de longs mois, sinon de longues années, pour essayer de lui faire croire que le Québec n'a plus les moyens d'être une société solidaire, équitable et juste.